

3538

RAPTRIM1Doc
REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE**

**PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
FAD - FND**

**PRET : FAD/N°F/SEN/LUT-PAU/99/22 du 19/08/99
FND/N°286 du 25/05/99**

**RAPPORT D'ACTIVITES TRIMESTRIEL N° 3
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.**

PAYS : SENEGAL

**TITRE DU PROJET : PROJET DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETE (PLCP) FAD/FND.**

**AGENCE D'EXECUTION : BUREAU DE GESTION DU PROJET
(BGP) SOUS LA TUTELLE DU
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA
SOLIDARITE NATIONALE.**

NUMERO DU RAPPORT : 03

PERIODE COUVERTE : AVRIL - JUIN 2001

I/ DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22
du 19/08/99.
Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

Sources de Financement

- le projet est co-financé par :
- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- la Contrepartie Sénégalaise.

Plan de Financement

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total : 18,60 millions U.C.

Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND): 5,00 millions U.C
- Contrepartie Sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

Date d'approbation du Prêt

FAD : 30 Juin 1999

FND : 31 Janvier 1999

Date de signature du Prêt

FAD : 19/08/99

FND : 25/05/99

Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001

FND: non encore mis en vigueur

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date du dernier décaissement : 31 Décembre 2004

II/ Satisfaction des conditions du prêt :

A/Conditions remplies

Conditions préalables à l'entrée en vigueur	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date approbation Bad
1°/Fournir la preuve de la création du Bureau de gestion du Projet (BGP), des Unités Régionales de Gestion (URG), du Comité national de pilotage et des Comités régionaux de pilotage.	- Arrêté N° 8717 du 11/09/00 portant création du BGP et des URG. - Arrêté N° 8716 du 11/09/00 portant création du CNP et des CRP.	
2°/ Fournir au FAD la preuve du recrutement par voie de sélection du Directeur du BGP, des Spécialistes, du comptable, des coordonnateurs régionaux, des Assistants et du personnel de soutien.	- Avis de recrutement dans les quotidiens de la place (Sept. et Décembre 1999) - Rapport d'évaluation Commission dépouillement offres candidats. - lettre N° 0360/MFASSN/ du 27 septembre 1999 adressée à la BAD. - Contrats	Fax BAD du 29/10/1999
3°/ Fournir au FAD, la preuve de la mise à disposition du BGP et des URG, de locaux adéquats pour servir de bureaux ;	lettre N° 4114 du 6/09/00 de Mr le Secrétaire général de la Présidence portant affectation de locaux pour le BGP et Contrats de location des URG. Lettre N° 3326 du 7 novembre 2000 du Gouverneur de Diourbel	

4°/ Fournir au FAD, la preuve de la signature de l'accord de prêt avec le FND, ou la preuve de l'engagement de ce dernier à participer au financement du Projet	Lettre N° 6760 du 13/10/98 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances relative à une requête de financement au FND. Accord de prêt N° 286 du 25/05/99	
5°/ Fournir au FAD, la preuve de l'ouverture d'un compte spécial dans une banque commerciale, pour recevoir les ressources du prêt, d'un compte pour recevoir la contribution de l'emprunteur, d'un sous-compte pour supporter les menues dépenses, d'un deuxième sous-compte pour le remboursement du Fonds de crédit.	- Lettres N° 1031/DG-CS/99 et 1032/DG-CS/99 de ECOBANK informant de l'ouverture des comptes au nom du projet pour recevoir les ressources du prêt et celles affectées au fonctionnement. - Lettre n° 6799 du 2/11/00 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances adressée à la CNCAS - Lettre N° 348 du 7/11/00 du Directeur général de la CNCAS. - Cpte N° 440 01 1093 ouvert dans les livres du Trésor.	FAX BAD du 20/07/00.

B/ Autres Conditions

Conditions remplies	Actions entreprises et documents four-nis au FAD	Date Approbation BAD
R A S	R A S	R A S

C/ Conditions non remplies

Conditions	Observations
1°/ Adopter au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, le manuel des procédures opérationnelles concernant le fonctionnement du projet et le volet crédit	- La liste restreinte des Bureaux d'études chargés de l'élaboration du manuel a été approuvée le 19 juin par la BAD et notification a été faite aux bureaux d'études le 26 juin 2001
2°/ Affecter au projet au plus tard le 31 juillet 1999, les terrains pour la construction des cases-foyers	- Les Communautés de base ne sont pas encore identifiées. La liste restreinte des Bureaux d'études chargés de la réalisation de l'étude du milieu a été approuvée le 19 juin par la BAD et notification a été faite aux bureaux d'études le 26 juin 2001

3°/ Verser chaque année au plus tard au 31 mars, sa contribution au financement des activités programmées pour l'année en cours	- Pour l'année 2001, la contrepartie du gouvernement (392 674 045 FCFA pour le Fonds de crédit et 70 000 000 FCFA pour le fonctionnement) a été versée en juin 2001.
4°/ Soumettre au FAD pour avis, au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt un programme détaillé de formation pour l'ensemble du projet	- les TDR pour recruter le consultant ont été élaborés.
5°/ Mettre à la disposition des SFD, les fonds relatifs au volet crédit, avant le démarrage de l'activité de crédit et communiquer les accords de conventions.	- Analyse pour la présélection des dossiers pour la constitution de la liste restreinte.

Les principales difficultés rencontrées tournent essentiellement autour de:

- de la lenteur observée dans les procédures de satisfaction des conditionnalités
- des changements gouvernementaux intervenus avec comme corollaire l'arrivée d'une nouvelle équipe.

III. ORGANISATION ET GESTION

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par un Directeur National, assisté :

- D'un spécialiste en IEC/Alphabétisation ;
- De deux Spécialistes en micro-finance ;
- D'un spécialiste en Génie rural ;
- D'un Comptable.

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs. Il devra aussi disposer de deux gardiens, d'un manœuvre, d'un standardiste et d'un reprographe (pris en compte par la contrepartie).

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de pilotage (CNP) pour l'orientation et la Coordination des activités.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion du projet comprend :

- Un Coordonnateur de l'Unité,
- Un Adjoint, Assistant en développement à la base,
- Une secrétaire,
- Un chauffeur,
- Un gardien et un manoeuvre dont le recrutement est en cours.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par un Comité régional de pilotage (CRP).

Il convient de noter que le personnel de direction du BGP a pris service en Juin 2000 et le personnel cadre de même qu'une partie du personnel de soutien, en Septembre 2000.

Il faut aussi signaler que l'arrêté portant création du BGP et des URG a été signé le 11 Septembre 2000 et enregistré sous le N° 8717.

Les principales contraintes notées dans le cadre de la gestion du projet tournent essentiellement dans la lenteur pour rendre plus fonctionnelle les locaux et la mise en place de conditions satisfaisantes de travail pour l'équipe du projet.

A titre d'exemple, les locaux ne bénéficient pas d'eau courante encore moins d'électricité. Les moyens matériels et logistiques qui doivent être acquis par le biais de IAPSO tardent à arriver. Le projet a dû procéder à un emprunt d'un micro ordinateur pour les productions urgentes.

Cette constatation est aussi valable en ce qui concerne le mobilier de bureau (du reste assez vétuste) qui nous a été prêté par le Ministère de tutelle.

Par ailleurs, suite à un différend sur l'interprétation des Termes de Références du Comptable dont l'intitulé porte la mention «administrateur comptable », et suite au refus de l'intéressé d'exercer les fonctions de comptable par la signature d'un avenant qui lui a été proposé, le contrat de cet dernier a été résilié. Après autorisation de la BAD par fax du 19 juin 2001, le travail de comptabilité est actuellement assuré par un consultant.

La dernière mission de supervision avait convenu, en accord avec la partie gouvernementale, le recrutement d'un nouveau comptable en plus d'un administrateur gestionnaire qui aura pour missions principales d'assurer la gestion financière et administrative du projet, d'appuyer les structures techniques dans la mise en oeuvre de leur activités et assurer le suivi de la mise en oeuvre du projet.

Les différents Termes de Références sont approuvés et la procédure de sélection est en cours.

IV. ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Catégories des acquisitions	Appel d'offres		En Millions d'UC			
	AOI	AON	Autres	Liste restreinte	FAB	Total
1. Travaux de génie civil						
1.1. Construct°/réhabilitat°			1,82 (1,72)		2,03	3,85 (1,72)
2. Biens						
2.1. Equipement BGP, BCSP, DPS, CERP.			0,46 (0,46)			0,46 (0,46)
2.2. Mobilier et Equipement des ONG et CVEC			1,96 (1,96)		2,36	4,32 (1,96)
3. Service de Consultants						
3.1. Etude et Supervision				0,15 (0,15)	0,29	0,44 (0,15)
3.2. Service de Consultants				1,43 (1,43)	0,12	1,55 (1,43)
3.3. Formation				3,24 (3,24)	0,09	3,33 (3,24)
3.4. Audit				0,06 (0,06)		0,06 (0,06)
4. Divers						
4.1. Fonctionnement			0,98 (0,98)		0,10	1,08 (0,98)
4.2. Fonds de crédit			3,50 (1,75)			3,50 (1,75)
TOTAL			8,21 (6,87)	5,39 (4,88)	5,00	18,60 (11,75)

Autres : Contrats directs gérés par AGETIP ; Acquisition par IAPSO ; Consultation de fournisseurs à l'échelon national, non acquisition.

() : Financement FAD / FAT

FAB : Financement autre que FAD / FAT et Gouvernement : FND.

Tableau des Activités d'acquisition

Opérations d'acquisition des biens et services	Recrute-ment MOD/Alpha.	Sélection SFD	Recru-tement MOD Génie civil	Recrutement B.E pour : -Manuel de procédures -Etude du milieu - Passation des marchés
Présélection et lettre d'invitation	7, 8 et 9 juin 2001	7,8 et 9 juin 2001		20 janvier 2001
1ère liste approuvée (niveau national)				26 mars 2001
Liste restreinte approuvée				19 juin 2001
Lancement appel d'offres				
Date limite de soumission				
Dépouillement des offres et communication du résultat à la BAD				
Approbation du groupe de la BAD				
Adjudication des marchés				

RESUME DES CONTRATS

I. CONTRATS IAPSO

Contrat n°I

- i) Nature du contrat : Contrat pour la Fourniture de matériel audiovisuel
- ii) Montant du contrat : 245 601, 35 DKK
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 100%
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : PNUD/IAPSO, Bureau des Services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Danemark
- v) Nationalité (s) : Système des Nations Unies
- vi) Siège : PNUD/IAPSO, Bureau de services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Midtermolen3, PO BOX 2530, DK-2100 Copenhagen, Denmark.
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100% IAPSO
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Entente directe
- ix) Mode d'acquisition réel: Entente directe
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) :

Contrat n°2

- i) Nature du contrat : Contrat pour la Fourniture de photocopieurs
- ii) Montant du contrat : 17 248,34 USD
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 100%
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : PNUD/IAPSO, Bureau des Services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Danemark
- v) Nationalité (s) : Système des Nations Unies
- vi) Siège : PNUD/IAPSO, Bureau de services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Midtermolen3, PO BOX 2530, DK-2100 Copenhagen, Denmark.
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100% IAPSO
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Entente directe
- ix) Mode d'acquisition réel: Entente directe
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) :

Contrat n°3

- i) Nature du contrat : Contrat pour la Fourniture de véhicules Mitsubishi New Pajero Standard roof GL
- ii) Montant du contrat : 23 291 758 Yen
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 100%
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : PNUD/IAPSO, Bureau des Services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Danemark
- v) Nationalité (s) : Système des Nations Unies
- vi) Siège : PNUD/IAPSO, Bureau de services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Midtermolen3, PO BOX 2530, DK-2100 Copenhagen, Denmark.
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100% IAPSO
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Entente directe
- ix) Mode d'acquisition réel: Entente directe
- x) Raison du changement (s'il y a lieu)

Contrat n° 6

- i) Nature du contrat : Fourniture véhicule 406
- ii) Montant du contrat : 98 446,95 Francs Français
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 100%
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : PNUD/IAPSO, Bureau des Services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Danemark
- v) Nationalité (s) : Système des Nations Unies
- vi) Siège : PNUD/IAPSO, Bureau de services d'Achats Inter organisations de Copenhague, Midtermolen3, PO BOX 2530, DK-2100 Copenhagen, Denmark.
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100% IAPSO
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Entente directe
- ix) Mode d'acquisition réel: Entente directe
- x) Raison du changement (s'il y a lieu)

II . CONTRATS CONSULTANTS NATIONAUX

Contrat n° 001/SS/PLCP/MFSN

- i) Nature du contrat : Prestation du service : Elaboration du plan d'exécution détaillée du PLCP.
- ii) Montant du contrat : 4 350 000 F CFA
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 100%
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : Socé SENE
- v) Nationalité (s) : Sénégalaise
- vi) Siège : Villa N°F/57 Scat Urbam BP 21360 Dakar - Sénégal
- vii) Part en % de chaque entreprise : 100% Socé SENE
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Demande Locale de cotation
- ix) Mode d'acquisition réel: Demande Locale de cotation
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) -----

Contrat

- i) Nature du contrat : Contrat de travail
- ii) Montant du contrat : 148 929 F CFA /mois
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 120 000 F CFA / mois
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : Aminata GUEYE
- v) Nationalité (s) : Sénégalaise
- vi) Siège :
- vii) Part en % de chaque entreprise :
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- ix) Mode d'acquisition réel: Avis recrutement national
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) -----

Contrat

- i) Nature du contrat : Contrat de travail
- ii) Montant du contrat : 348 594 F CFA /mois
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 300 000 F CFA / mois
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : Chamsidine AIDARA
- v) Nationalité (s) : Sénégalaise
- vi) Siège :
- vii) Part en % de chaque entreprise :
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- ix) Mode d'acquisition réel: Avis recrutement national
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) -----

Contrat

- i) Nature du contrat : Contrat de travail
- ii) Montant du contrat : 1 064 207 F CFA /mois
- iii) Part BAD/FAD/FSN: 750 000 F CFA / mois
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : Assane SAGNE

- v) Nationalité (s) : Sénégalaise
- vi) Siège :
- vii) Part en % de chaque entreprise :
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- ix) Mode d'acquisition réel: Avis recrutement national
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) -----

Contrat

- i) Nature du contrat : Contrat de travail
- ii) Montant du contrat : 99 043 F CFA
- iii) Part BAD/FAD/FSN : 90 000 F CFA / mois
- iv) Nom de l'entreprise ou des entreprises : Doudou BA
- v) Nationalité (s) : Sénégalaise
- vi) Siège :
- vii) Part en % de chaque entreprise :
- viii) Mode d'acquisition approuvé : Avis recrutement national
- ix) Mode d'acquisition réel: Avis recrutement national
- x) Raison du changement (s'il y a lieu) -----

V. PROGRAMME DE TRAVAIL

Rappel des activités programmées (Avril-Juin 2001)

1. Composante renforcement des capacités.

- Rencontre la DAEB, le CONGAD, et les autres projets nationaux d'alphabétisation
- Recrutement du MOD en alphabétisation IEC
- Confection et production des dépliants et plaquettes de présentation du projet
- Acquisition des équipements d'IEC (matériels d'animation publique)
- Recrutement des 30 ONG
- Participation à la réalisation de l'étude du milieu
- Participation à la production des manuels de procédures administratives et financières
- Recrutement de spécialistes pour les formations en approche genre, approche participative

2. Composante Micro finance /AGR

Durant le trimestre Avril - Juin 2001, les activités programmées par la composante AGR ont été les suivantes :

- ◆ Les réunions d'informations et d'échanges au niveau des C.R.D. dans les régions de Tambacounda et Kolda ;
- ◆ La participation à la mission d'étude du milieu ;
- ◆ Les rencontres avec les S.F.D pour affiner la stratégie d'intervention de la composante ;
- ◆ La participation à l'élaboration du plan d'exécution du projet ;
- ◆ La présélection des bureaux d'études ou consultants ;
- ◆ La participation à l'élaboration du manuel de procédure

3. Composante Infrastructures Equipements Hydrauliques

Pour le deuxième trimestre 2001, il était prévu les activités ci-après :

- Participation du Spécialiste en Génie Rural aux Missions d'Information et de Sensibilisation dans les Régions,
- Ciblage des Communautés et Identification des besoins des bénéficiaires en Infrastructures et Equipements,
- Sélection du Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des Infrastructures la Signature de la Convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégué (MOD),
- Présélection de Bureaux d'études Nordiques et Sénégalais pour le Volet Hydraulique du Projet,
- Finalisation des spécifications techniques des Equipements à acquérir auprès d'IAPSO et suivi de la procédure d'acquisition.

4. Composante Gestion

- Poursuite du processus d'acquisition
 - Manuel des procédures
 - Etude du Milieu
 - Passation des marchés
 - Consultant en planification stratégique
 - Société de gardiennage
- Poursuite des missions d'information et de sensibilisation dans les régions de Tambacounda et Kolda
- Tenue des réunions sectorielles avec les composantes et de coordinations au sein du PLCP
- Participation aux réunions hebdomadaires de coordination
- Rencontre avec la DPS pour la préparation de l'étude du milieu
- Participation des URG à l'élaboration des documents du Projet
- Préparation des CLD d'information et de sensibilisation sur le Projet, par les URG

VI. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX D'EXECUTION

1. Composante Renforcement des capacités

Dans le cadre de la mise en oeuvre de ses activités, la Composante Renforcement des Capacités des partenaires et des bénéficiaires a procédé, à la production des instruments de base tels que la stratégie d'intervention de la composante, les plannings d'exécution, les plans

de décaissement devant servir de guide dans l'exécution du programme d'activités quinquennal.

La production de ces outils de travail a permis la réalisation d'un certain nombre d'activités relatives aux sous composantes alphabétisation / IEC et renforcement des capacités des partenaires.

Activités programmées et réalisées

Les activités réalisées durant le trimestre Avril - Mai - Juin se présentent dans l'ordre chronologique suivant :

- ◇ Participation de la composante à l'élaboration du plan d'exécution du projet de lutte contre la pauvreté.

La composante a procédé à la redéfinition de l'ensemble des activités et tâches à exécuter dans la période de cinq (5) ans, et a produit à l'issue des travaux de groupe, un plan d'exécution détaillé, comportant les activités, les tâches, les résultats attendus et un planning d'exécution étalé sur les cinq (5) ans. Ce document est une composante du plan d'exécution du Projet de Lutte Contre la Pauvreté avec une harmonisation des différents plannings sectoriels ;

- ◇ Rencontre avec les partenaires institutionnels et d'exécution tels que la DDC et le CONGAD. Les axes et cadres de collaboration avec ces structures sont déjà définis et seront sanctionnés par des protocoles d'accord en cours d'élaboration ;
- ◇ Elaboration du plan d'action de la stratégie d'information et de communication du Projet de Lutte Contre la Pauvreté. A travers ce plan, la composante a défini tous les supports et canaux de communication à mettre en place pour la mise en oeuvre du programme d'IEC.

Confection de la première maquette du logo du Projet de Lutte Contre la Pauvreté.

- ◇ Démarrage des procédures de recrutement du Maître d'Ouvrage Délégué (M.O.D) en alphabétisation / IEC : En effet, la composante a procédé à :
 - La publication d'un avis de manifestation d'intérêt dans les quotidiens « Sud Quotidien » et « Le Soleil » dans la période du 01/06/2001 au 08/06/2001 ;
 - A la collecte et au recensement des dossiers de manifestation d'intérêt ;

A l'ouverture des plis de manifestation d'intérêt le 20 Juin 2001 par la commission restreinte de dépouillement.

- A la présélection d'une liste restreinte de cinq (5) cabinets par la sous-commission technique. Les travaux de présélection se sont déroulés dans la période du 25 au 27 Juin 2001 et le choix des cinq (5) cabinets s'est fait sur les 29 structures ou individus ayant répondu à la demande de manifestation d'intérêt ;

- Confection de la pré-maquette du dépliant d'information sur le Projet de Lutte Contre la Pauvreté. Le contenu du dépliant a été élaboré avec la participation de l'ensemble des composantes et des Unités Régionales de Gestion du Projet (URG) ;
- Demande d'acquisition des biens : les équipements et matériels d'I.E.C, une partie de l'appui institutionnel aux partenaires institutionnels (Direction du Développement Communautaire (DDC), Direction du bien-être familial (DBEF), du bureau de coordination et de suivi des projets (BCSP) et des fonds destinés aux enquêtes de base (enquêtes quantitatives et qualitatives) devant être réalisées par la DPS et un bureau d'études.

Activités programmées et non réalisées.

Les activités programmées et non réalisées dans la période concernent essentiellement les rubriques suivantes :

- Participation à la production du manuel de procédures administratives et financières, document de base nécessaire à la contractualisation du partenariat et du faire - faire avec le MOD, les ONG, les partenaires institutionnels et d'exécution tels que le CONGAD et la DAEB.
- Participation à la réalisation de l'étude du milieu devant permettre le choix des communautés de base et des cibles du Projet. En effet, il est prévu que la Composante participe activement à la validation des outils d'enquêtes, au suivi, à la restitution et à la validation finale des résultats des enquêtes ;
- Identification et recrutement des trente (30) ONG dont la première étape devait être réalisée dans le cadre de l'étude du milieu ;
- Acquisition des services de spécialistes en approche genre, approche participative, planification et exécution de budgets, en micro finance etc.. pour la formation des partenaires d'exécution du projet tels que les ONG, SFD, CERP, etc...
- Recrutement du Maître d'Ouvrage Délégué (MOD). La fin de la procédure de recrutement du MOD était prévue pour la fin Juin au plus tard ;
- Production des dépliants, plaquettes de présentation et d'information et des affiches publicitaires.

2. Composante MicroFinance et AGR

Les rencontres avec les S.F.D et les ONG intervenant dans la Micro Finance.

Durant la période du 23 Mai au 20 Juin 2001, la composante a initié des réunions d'informations et d'échanges avec les systèmes financiers décentralisés et les ONG intervenant dans la micro finance pour affiner sa stratégie d'intervention.

Il s'agissait des structures suivantes :

- ◆ Le Programme d'Appui aux Mutuelles d'Epargne et de Crédit (PAMECAS) ;

- ◆ Le Crédit Mutuel du Sénégal (CMS) ;
- ◆ Le Projet de Modernisation et d'Intensification de l'Agriculture (PMIA) ;
- ◆ La Fédération Nationale des G.P.F (FNGPF) ;
- ◆ L'ONG Femme Développement Entreprise en Afrique (FDEA) ;
- ◆ La Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS) ;
- ◆ Le Réseau Africain pour le Soutien à l'Entrepreneuriat Féminine (RASEF) ;
- ◆ La Cellule de l'Assistance Technique aux Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (AT/CPEC) ;
- ◆ L'alliance du Crédit et de l'Epargne pour la Production (ACEP) ;
- ◆ La Direction de l'Emploi ;
- ◆ L'ONG ENDA - ECOPOP.

A l'exception des trois (3) dernières structures qui ont reçu la visite des experts de la composante micro finance, toutes les rencontres ont été tenues dans la salle de conférence du Projet de Lutte Contre la Pauvreté en présence de l'équipe du projet qui a enrichi les débats de par sa contribution.

Ces rencontres ont permis à la composante de compléter et d'enrichir la stratégie d'intervention, en tenant surtout compte des politiques de crédits de ces partenaires et de la spécificité des groupes cibles vulnérables du projet.

- L'élaboration du plan d'exécution des activités du projet.

Le Consultant commis pour l'élaboration du document a élaboré avec l'appui de l'équipe du projet un planning d'exécution des activités du projet étalé sur cinq (5) ans. Au cours des séances de travail, le rapport d'évaluation dans ses grandes lignes, a été réexaminé ; le calendrier des activités qui devait également démarrer en Juin 1999 a été réactualisée, suite à la date de mise en vigueur du prêt intervenue le 15 février 2001. Le rapport provisoire du planning a été déposé en fin Juin par le Consultant.

- La présélection des bureaux d'études ou consultants.

Durant la première semaine du mois de Juin, la composante a lancé à travers les médias nationaux, une sollicitation de manifestation d'intérêt pour les services ci-après :

- ◆ Etude sur les créneaux porteurs des cinq (5) régions ciblées par le Projet ;
- ◆ Diagnostic et sélection des services financiers décentralisés ;
- ◆ Diagnostic des structures de caisses de crédit dans les zones ciblées par le projet ;
- ◆ Etude sur un système de crédit adapté aux pauvres.

Soixante treize (73) cabinets ont répondu à cette manifestation d'intérêt. Après l'ouverture des plis par la commission de dépouillement le 20 juin, la sous-commission technique qui compte parmi ses membres les deux (2) experts de la composante, a procédé à l'évaluation des dossiers et à la présélection de cinq (5) cabinets par lot. Ce travail de préqualification a été soumis à la commission interne de dépouillement pour validation.

Activités non réalisées

Il s'agit des activités suivantes

- ◆ Les réunions d'informations et de sensibilisation sur le Projet au niveau des CRD et CDD dans régions de Tambacounda et Kolda

3. Composante Infrastructures Equipements Hydraulique

Exécution des activités

Missions d'Information/Sensibilisation

Le Spécialiste en Génie Rural a pu participer à toutes les missions d'information et de sensibilisation à travers les 15 départements ciblés. Ces missions ont donné l'opportunité d'informer et d'échanger avec les partenaires et les bénéficiaires sur le Programme de la Composante, les objectifs spécifiques, la stratégie sectorielle et les cadres de partenariat envisagés. Ce fût aussi l'occasion d'éprouver et d'enrichir le projet de stratégie sectorielle qui était déjà élaboré.

Ciblage des communautés et identification des besoins

Le ciblage des Communautés qui devront bénéficier des Infrastructures et Equipements est une activité inscrite dans le cadre de l'étude du Milieu qui elle-même concerne toutes les Composantes du Projet.

Cette étude n'a pas hélas démarré compte tenu du fait que la procédure de sélection du Bureau chargé de l'exécution du Volet qualitatif (Diagnostic participatif) a connu du retard.

Toutefois des Termes de références exhaustifs et spécifiques à la Composante ont déjà été élaborés en vue du Diagnostic Participatif qui devra permettre de cerner les besoins des communautés en Infrastructures/Equipements les contraintes à la satisfaction de ces besoins mais aussi les potentialités locales à mettre à contribution dans le cadre de la satisfaction de ces besoins.

Sélection du Maître d'Ouvrage Délégué pour le Génie Civil

Conformément aux dispositions du Rapport d'évaluation, le Volet Génie civil devait être confié à un Maître d'Ouvrage Délégué (MOD) type AGETIP.

Un Projet de Convention AGETIP/PLCP a été élaboré et soumis à la BAD pour Avis en date du 30 Avril 2001.

Nous avons reçu les observations du Fonds, le 21 Mai et les correctifs nécessaires ont été apportés pour requérir à nouveau la non-objection de la BAD, par courrier du 13 Juin.

Suite à l'avis de non objection reçu le 19 Juin, le Projet de Convention a été comme l'a souhaité la BAD soumis à l'approbation du Ministre de tutelle en l'occurrence le Ministre du

Développement Social et de la Solidarité Nationale et de l'ordonnateur National, le Ministre chargé des Finances.

La Convention couvre l'exécution des Infrastructures financées sur le Fonds FAD pour un montant de 1 397 418 750 F CFA.

Concernant les Infrastructures Hydrauliques qui sont financées par le FND, l'exécution sera supervisée par des Bureaux Nordique et Sénégalais qui seront sélectionnés conformément aux procédures en vigueur.

Un schéma de délégation très clair a été élaboré par le Projet, discuté avec un Consultant délégué du FND et approuvé par le Fonds Nordique.

Présélection des Bureaux d'Etudes Nordique et Sénégalais pour le Volet Hydraulique.

Les termes de référence ont été élaborés et communiqués au Fonds Nordique chargé de lancer l'Avis de préqualification au niveau des cinq pays membres du Fonds. Ce lancement est prévu vers la mi-juillet et une shortlist de cinq bureaux avec leurs références respectives sera envoyée au Projet pour Avis.

Les bureaux Nordiques et Sénégalais qui seront définitivement sélectionnés seront délégués pour la Maîtrise d'Ouvrage du Volet Hydraulique : Finalisation des cahiers de charges des ouvrages, Spécification des Equipements hydrauliques, Supervision, Elaboration des Programmes d'Accompagnement (Organisation, Gestion, Maintenance, Animation/Sensibilisation, Formation).

La pré qualification des Bureaux Sénégalais dont la procédure est plus courte est reportée au 3eme trimestre.

D'autres activités non programmées ont aussi été menées au niveau de la Composante, notamment :

La Spécification Technique détaillée des Equipements du Projet à acquérir auprès de IAPSO

(Véhicules, matériels Informatique, Audiovisuel et de froid etc) ainsi que le suivi des acquisitions.

La Participation à l'Atelier National sur la Maintenance des Pompes Manuelles,

organisé par la Division de la Maintenance et de l'Exploitation du Ministère de l'Hydraulique des Mines et de l'Energie.

Cet atelier revêt une importance capitale pour le Projet compte tenu de l'envergure de notre Volet hydraulique et les conclusions et recommandations qui en sont issues viendront enrichir notre stratégie d'intervention dans le domaine notamment du Pompage manuel.

4. Composante Gestion

Activités programmées et réalisées

- Poursuite du processus d'acquisition du manuel des procédures, de l'étude du milieu et de la passation des marchés, du consultant en planification stratégique et de la société de gardiennage.

Suite au fax de la BAD en date du 19 juin 2001 relatif à la non objection des listes restreintes adoptées par la commission interne du PLCP, des lettres de notification ont été préparées et envoyées aux cabinets retenus pour : l'élaboration du manuel de procédures, la réalisation de l'étude du milieu et le recrutement du spécialiste en passation des marchés.

Le BGP a aussi procédé à la finalisation du contrat du consultant en planification stratégique

Le processus pour le recrutement des gardiens du BGP et des URG se poursuit suite à l'autorisation de la BAD.

- Tenue des réunions sectorielles avec les composantes et de coordination au sein du PLCP

Durant ce trimestre, la Directrice du Projet a tenu régulièrement avec les composantes, des réunions sectorielles toutes les semaines. Dans le même temps, elle a aussi tenu des réunions de coordination élargies à l'ensemble de l'équipe.

- Participation aux réunions de coordinations du cabinet du Ministre.

Le Projet a participé à toutes les réunions hebdomadaires de coordinations, convoqués par le Cabinet du Ministre.

- Rencontre avec la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Dans le cadre de la préparation de l'étude du milieu, le projet a organisé plusieurs rencontres avec la DPS en vue de mieux cerner les contours de la mission et les attentes du Projet

- Participation des URG à l'élaboration des documents du projet.

Durant le trimestre et avant leur mise en route vers leurs régions d'affectation, les coordonnateurs et assistants des URG ont activement participé à l'élaboration des différents dossiers du projet.

- Préparation des CLD par les URG.

Suite à la tenue des CRD et CDD dans les régions de Dakar, Thiès et Diourbel, les équipes des URG de ces régions se sont attelées à la préparation des réunions de CLD pour une décentralisation effective de l'information au niveau des arrondissements.

Activités programmées et non réalisées.

- Missions d'information et de sensibilisation sur le projet dans les régions de Tambacounda et Kolda

Ces missions initialement programmées pour ce trimestre, ont dû être reporté, à cause du calendrier de Madame le Ministre qui devait présider les CRD.

VII. PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIVITES (JUILLET - AOUT - SEPTEMBRE 2001)

1. Composante Renforcement des Capacités

- ◆ Finalisation du dossier de présélection des cinq (5) cabinets (liste restreinte) pour le MOD en alphabétisation / I.E.C.
- ◆ Elaboration du dossier technique (dossier d'appel d'offre) pour les soumissionnaires ;

- ◆ Recrutement définitif du Maître d'Ouvrage Délégué MOD en alphabétisation / I.E.C ;
- ◆ Participation à l'élaboration du manuel de procédures administratives et financières ;
- ◆ Participation à la réalisation de l'étude du milieu ;
- ◆ Identification des trente (30) ONG partenaires d'exécution pour la mise en oeuvre du programme d'alphabétisation ;
- ◆ Production du logo, des dépliants, plaquettes et affiches publicitaires ;
- ◆ Mise en place des équipements d'I.E.C ;
- ◆ Finalisation et signature des protocoles d'accord avec la DAEB, le CONGAD, et la DDI.

2. Composante MicroFinance et AGR

- Poursuite des missions d'information et de sensibilisation dans les régions de Tambacounda et Kolda ;
- Acquisition de services par le présélection de cabinets d'études ou de consultants pour les différentes études prévues par la composante ;
- Acquisition de services par la présélection d'ONG pour le renforcement et l'appui technique des groupes cibles ;
- Présélection des bureaux d'études pour la formation des ONG et SFD sélectionnés pour l'encadrement des groupes cibles ;
- Participation au séminaires de validation du plan d'exécution des activités du projet.

3. Composante Infrastructures Equipements Hydraulique

- Poursuite Procédure pré qualification des Bureaux Nordiques et Sénégalais pour le Volet Hydraulique,
- Elaboration dossier technique d'appel d'offres pour les Bureaux
- Lancement procédure Sélection,
- Acquisition/Réception de certains lots d'équipements acquis auprès d'IAPSO,
- Identification des Communautés à cibler pour les Infrastructures et Equipements et Inventaire des besoins,
- Supervision travaux réfection locaux BGP et des URG (Convention AGETIP/PLCP).

4. Composante Gestion

- Immatriculation personnel à l'IPRES, CSS, VRS
- Recrutement consultant comptable
- Mise en place personnel des URG
- Réfection locaux BGP et URG
- Tenue des CRD CDD et CLD pour informer et sensibiliser sur le projet
- Réunions de coordinations hebdomadaires et sectorielles au sein du PLCP
- Participation réunion de coordination et sectorielles au sein du MDSSN
- Poursuite du processus d'acquisition des biens et services :

- Manuel des procédures
- Etude du milieu
- Passation des marchés
- MOD/Alp/IEC
- Etude en micro finance
- Société de gardiennage

VIII. SITUATION FINANCIERE DU PROJET

La répartition du financement du projet se présente ainsi qu'il suit, par bailleur et par catégories de dépenses.

CATEGORIES	FAD	FAT	FND	Gouvernement	Total %
	%	%	%	%	
A.Etudes et Supervisions	34	0,00	66	0,00	100
B.Construct°/Rehabilitat°	45	0,00	53	2	100
C.Equipement, mobiliers, fournitures	51	0,00	49	0,00	100
D.Services de spécialistes	53	39	8	0,00	100
E.Formation	64	33	3	0,00	100
F.Fonds de crédit	50	0,00	0,00	50	100
G.Fonctionnement	91	0,00	9	0,00	100
H.Audit	0,00	100	0,00	0,00	100

Situation des décaissement par catégorie de dépenses

(Voir tableaux suivants)

ETAT DE SUIVI BUDGETAIRE ET DE SUIVI DES DECAISEMENTS DES FONDS DE LA CONTREPARTIE

Période du 01 Avril 2001 Au 30 Juin 2001

RUBRIQUES	BUDGET [1]	DEPENSES [2]	ECARTS [3=1-2]	EN % [2/1]	MONTANTS RECU DU SENEGAL [5]	SOLDE DE TRESORERIE [6=5-2]
Première alimentation Gouvernement SEN					462.674.045	
A - Etudes & Supervision	0		0	0		0
B - Construction / Réhabilitation	69.000.000		69.000.000	0		0
C - Equipement, mobilier et fourniture	0		0	0		0
D - Services de Spécialistes	0		0	0		0
E - Formation	0		0	0		0
F - Ligne de crédit	1.293.278.000		1.293.278.000	0		0
G - Fonctionnement	0		0	0		0
H - Audit	0		0	0		0
Totaux	1.362.278.000		1.362.278.000	0	462.674.045	462.674.045

NB: SUR CE SOLDE DE 462 674 045, UN MONTANT DE 392 674 045 EST DEJA DEPOSE AU NIVEAU DE LA CNCAS POUR ALIMENTATION DE LA LIGNE DE CREDIT. LE PROGRAMME ANNUEL D'UTILISATION DES CREDITS DU BUDGET D'INVESTISSEMENT DE L'ETAT DU SENEGAL A AUTORISE POUR LE PROGRAMME UN MONTANT TOTAL DE 1 500 000 000 FCFA.

POUR CETTE ANNEE LE CREDIT DE PAIEMENT AU TITRE DE L'ANNEE 2001 EST FIXE A 500 000 000 FCFA DONT UN MONTANT DE 462 267 045 FCFA DEJA LIBRE TOUTEFOIS IL CONVIENT DE SIGNALER QUE LES 500 000 000 FCFA AUTORISES EN PAIEMENT POUR CETTE ANNEE SONT AINSI VENTILES:

1 FONDS DE CREDIT	392 674 045
2 CHARGES SOCIALES ET FISCALES	79 565 955
3 CHARGES LOCATIVES DES 3 URG	4 760 000
4 CARBURANT	8 000 000
5 FOURNITURES DE BUREAU	6 000 000
6 INDEMNITES	5 000 000
7 ENTRETIEN ET REPARATION	4 000 000
TOTAL	500 000 000

IX. DIFFICULTES

Les difficultés rencontrées se caractérisent essentiellement par :

- Un retard considérable dans le recrutement du Maître d'Ouvrage Délégué, compte tenu des lenteurs des procédures de recrutement ;
- Un retard dans l'élaboration du manuel de procédures administratives financières indispensable, au recrutement du MOD et des ONG ;
- Un retard dans la réalisation de l'étude du milieu qui constitue un facteur bloquant dans la conduite des activités des composantes. L'identification des 600 communautés de base et des cibles détermine et oriente les interventions du MOD et des ONG ;
- Les lenteurs accusées dans les décaissements, et la non réalisation de l'étude du milieu qui ont entraîné le report des formations envisagées pour les partenaires d'exécution de même que la production des dépliants, plaquettes et autres.
- La non tenue des réunions d'informations et de sensibilisation sur le projet au niveau des CRD et CDD dans les régions de Tambacounda et de Kolda, pour des raisons liées au calendrier du Ministre de tutelle mais également du manque de moyens logistiques.
- Les procédures d'acquisition des Equipements IAPSO qui sont trop longues bien qu'il y ait des avantages comparatifs certains sur le plan des coûts. Ce retard a rendu quelque peu difficile les conditions de travail (Matériel Informatique, photocopieuses) etc

X. RECOMMANDATIONS

- La mise en place des décaissements en vue de réaliser dans les plus brefs délais les activités programmées ;
- L'accélération des procédures de recrutement du MOD au niveau national et envoi des dossiers à la BAD pour avis de non objection ;
- L'accélération des procédures de sélection du bureau d'études devant réaliser l'étude du milieu en vue de démarrage des activités des composantes.
- Des procédures exceptionnelles devaient à l'avenir permettre de diligenter l'acquisition de biens et services essentiels pour le démarrage des Projets (Equipements de la Cellule d'exécution ; études spécifiques etc) même avant la mise en vigueur des prêts. (cf. Project Préparation Fund Type B. Mondiale)

IAPSO, présente certes des avantages sur le plan économique cependant ces avantages sont annihilés par la lenteur des procédures de cette Institution et de son éloignement par rapport au siège du Projet.

Pour la sélection des bureaux d'études, relative à l'étude du milieu et à l'élaboration du manuel de procédures, il y a lieu d'autoriser une procédure d'urgence pour résorber le retard important accusé pour le démarrage effectif de ces activités préalables à l'opérationnalité du Projet.

ANNEXES

A Verifier sur les
Contrats

ak/fichbad

FICHE D'APPROBATION MARCHÉ, CONTRAT LETTRE ET BON DE COMMANDE		
Pays : SENEGAL		
Numéro du prêt : F/SEN/LUT-PAU/99/22		
Titre du Projet : Projet de Lutte Contre la Pauvreté		
Organe d'exécution : Bureau de Gestion du Projet		
Mode d'Acquisition : Liste restreinte		
Préférence nationale :		Préférence régionale
N° AO emprunteur	N°	Date réception projet AO/RFP
Date approb. doc AO/RFP :		Date début AO/RFP : 2 Mars 2001
Date clôture AO/RFP :		Date ouverture des offres/propositions : 21 Mars 2001
Date récep.évaluation des offres		Date approbation évaluation : 30 Mars 2001
Noms et nationalités soumissionnaires		
1. Socé SENE	6	
2. Djibril COULIBALY	7:	
3. Abdoulaye BA DIOP	8.	
4.	9.	
5.	10	
Nombre total de soumissionnaires :		
Réception de plainte(s) koiObservations :		Si Oui, combien :
Objet du marché :		
Réf. marché/contrat :		N° BAD marché/contrat :
Date signature contrat : 2 Mai 2000 ¹		Date réception contrat :
Nom et adresse du contractant/ : M. Socé SENE - Villa N° F 57 Scat Urbam - BP 21 360		
Durée exécution contrat :		Montant total du marché/HT : 4 350 000 F CFA.
Code devise :		Taux de change :
Biens ou services/		Pays d'origine SENEGAL Pays d'acquisition : SENEGAL
Part BAD/FAD/NTF		
Imputation sur le(s) catégorie(s) de dépenses (indiquer titre & montant) : Composante IV. Gestion du Projet		
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i. D. Services de Spécialistes.		iii
ii.		iv.
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i.		ii.
iii.		iv.
Montant révision de prix :		
Montant provision pour révision :		
Signature & date		Signature & date
Non/Signature & date		
P.AFRIKA Directeur Dépt. des Opérations		R.CRESSMAN Chef de Division
		B.SAVADOGO Chargé de Projet

ak/fichbad

FICHE D'APPROBATION MARCHÉ, CONTRAT LETTRE ET BON DE COMMANDE		
Pays : SENEGAL		
Numéro du prêt : F/SEN/LUT-PAU/99/22		
Titre du Projet : Projet de Lutte Contre la Pauvreté FAD/FND		
Organe d'exécution : Bureau de Gestion du Projet		
Mode d'Acquisition : Avis de recrutement national		
Préférence nationale : X		Préférence régionale
N° AO emprunteur	N°	Date réception projet AO/RFP
Date approb. doc AO/RFP :		Date début AO/RFP : 10 Décembre 1999
Date clôture AO/RFP :		Date ouverture des offres/propositions :
Date récep.évaluation des offres		Date approbation évaluation :
Noms et nationalités soumissionnaires (voir liste)		
1.		6.
2.		7.
3.		8.
4.		9.
5.		10.
Nombre total de soumissionnaires : 291		
Réception de plainte(s) koiObservations :		Si Oui, combien :
Objet du marché :		
Réf. marché/contrat :		N° BAD marché/contrat :
Date signature contrat : 1er Août 2000		Date réception contrat :
Nom et adresse du contractant/ : Doudou BA, Parcelles Assainies - Dakar -		
Durée exécution contrat :		Montant total du marché/HT : 90 000 F CFA/mens.
Code devise :		Taux de change :
Part BAD/FAD/NTF		
Imputation sur le(s) catégoric(s) de dépenses (indiquer titre & montant) : Composante IV. Gestion du Projet		
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i. G. Fonctionnement.		iii
ii.		iv.
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i.		ii.
iii.		iv.
Montant révision de prix :		
Montant provision pour révision :		
Signature & date	Signature & date	Nom/Signature & date
P.AFRIKA Directeur Dépt.des Opérations	R.CRESSMAN Chef de Division	B.SAVADOGO Chargé de Projet

ak/fichbad

FICHE D'APPROBATION MARCHÉ, CONTRAT LETTRE ET BON DE COMMANDE		
Pays : SENEGAL		
Numéro du prêt : F/SEN/LUT-PAU/99/22		
Titre du Projet : Projet de Lutte Contre la Pauvreté FAD/FND		
Organe d'exécution : Bureau de Gestion du Projet		
Mode d'Acquisition : Sélection sur la base d'une liste restreinte		
Préférence nationale : X		Préférence régionale
N° AO emprunteur	N°	Date réception projet AO/RFP
Date approb. doc AO/RFP :		Date début AO/RFP : 10 Décembre 1999
Date clôture AO/RFP :		Date ouverture des offres/propositions :
Date récep.évaluation des offres		Date approbation évaluation : 15 mai 1999
Noms et nationalités soumissionnaires		
1. M. Abdou NDIAYE		6 M. Mamadou A. Barry
2. M. Ousmane WADE		7. M. Malick DIOP
3. M. Ndama DIOUF		8. M. Moussa SALL
4. M. Chamsedine AIDARA		9. Mme. Peinda NIANG SANE
5. M. Mouhamed Tidiane FAYE		10 Mme Gniane NDIAYE.
Nombre total de soumissionnaires : 184		
Réception de plainte(s) koi Observations :		Si Oui, combien :
Objet du marché :		
Réf. marché/contrat :		N° BAD marché/contrat :
Date signature contrat : 2 Octobre 2000		Date réception contrat :
Nom et adresse du contractant/ : Mr Chamsedine AIDARA s/c Sylvain SENGHOR BIT Dakar - Sénégal		
Durée exécution contrat :		Montant total du marché/IT : 300 000 F CFA/mens.
Code devise :		Taux de change :
Biens ou services/		Pays d'origine SENEGAL Pays d'acquisition : SENEGAL
Part BAD/FAD/NTF		
Imputation sur le(s) catégorie(s) de dépenses (indiquer titre & montant) : Composante IV. Gestion du Projet		
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i. D. Services de Spécialistes.		iii
ii.		iv.
Répartition montant entre les diverses monnaies paiements :		
i.		ii.
iii.		iv.
Montant révision de prix :		
Montant provision pour révision :		
Signature & date	Signature & date	Nom/Signature & date
P. AFRIKA Directeur Dépt. des Opérations	R. CRESSMAN Chef de Division	B. SAVADOGO Chargé de Projet